

Zeitschrift: Schweizer Monatshefte : Zeitschrift für Politik, Wirtschaft, Kultur
Herausgeber: Gesellschaft Schweizer Monatshefte
Band: 53 (1973-1974)
Heft: 10

Artikel: La crise du Moyen Orient et le système international
Autor: Freymond, Jacques
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-162879>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 15.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

La crise du Moyen Orient et le système international

En cette fin d'octobre 1973, toute analyse du système politique international doit prendre la crise qui s'est ouverte dans le Moyen Orient comme point de départ. Car cette crise est à la fois un modèle d'école et un révélateur. Un modèle parce qu'elle met à nu les mécanismes de l'engrenage qui a conduit de la tension permanente à la guerre et du conflit local à l'affrontement mondial. Un révélateur parce qu'elle permet d'évaluer les changements qui sont intervenus dans les rapports des forces matérielles et morales des Etats, de saisir, à un moment donné, la portée des mouvements de longue durée et d'apprécier la cohérence relative et, par conséquent, la crédibilité de la politique extérieure des gouvernements directement ou indirectement impliqués.

L'engrenage

Constatons tout d'abord que cette crise était prévisible et que pourtant elle a éclaté comme une surprise. Elle était prévisible et, jusqu'à un certain point, prévue. Considéré par la plupart des Etats arabes comme un Etat arbitrairement introduit dans la région, comme une tête de pont de «l'impérialisme», Israël n'assurait son existence que par le maintien d'un certain rapport de forces qui, lentement, se modifiait dans la mesure où les Etats arabes, humiliés et stimulés par leurs échecs de 1948 et de 1967, prenaient conscience de la force morale, politique, économique, militaire même, que leur donnaient non seulement l'affirmation de leur solidarité, mais le rassemblement de leurs ressources et l'harmonisation de leur action diplomatique. Israël était devenu l'adversaire commun, celui contre lequel, par-delà les rivalités entre Etats arabes, se faisait l'unité de la «nation» arabe, que les intransigeants et les radicaux contraignaient progressivement à s'aligner sur leurs revendications.

La négociation avait été d'emblée bloquée par l'opposition entre deux exigences fondamentalement contradictoires: l'exigence arabe d'un repli des troupes israéliennes sur les frontières antérieures à la guerre des Six jours; l'exigence israélienne d'un accord discuté directement avec ses voisins pour

l'établissement de frontières assurant sa sécurité. Ce qu'Israël voulait obtenir, c'était la reconnaissance de son existence et des garanties de sécurité. A cela les radicaux arabes, emmenés par les Palestiniens, répondaient par l'affirmation de leurs droits historiques sur la Palestine et la proclamation de leur volonté de lutter pour leur rétablissement.

Or, le blocage de la négociation avantageait les Arabes. Il leur donnait les délais nécessaires à la reconstitution de leurs forces militaires et au développement de leur puissance économique, à la prise de conscience de leur solidarité. Il leur offrait également la possibilité d'accroître le nombre de leurs alliés: la lente ascension à la capacité politique d'un Tiers Monde, qui acculait progressivement l'Occident à la défensive, déplaçait le rapport des forces diplomatiques en leur faveur. Placé dans l'impossibilité – de par les exigences des radicaux arabes – de consentir les conditions préalables à une négociation (celle que fixait la résolution 242 votée en novembre 1967 par les Nations Unies), Israël était prisonnier de sa victoire et progressivement isolé: les uns après les autres, les Etats africains prenaient leur distance; l'Europe occidentale, tout en marquant son admiration pour l'œuvre accomplie en Israël, tout en témoignant même de l'estime et de la sympathie, observait sur le plan politique une prudente réserve. De toute évidence le conflit, ainsi noué, ne pouvait être dénoué que par la force. Toute analyse de la situation objective conduisait à la conclusion que la guerre était tôt ou tard inévitable.

On s'y attendait d'ailleurs. Une offensive égyptienne dans le Sinaï avait été considérée comme probable par le gouvernement israélien, au printemps dernier. Et pourtant la surprise a été réelle. Non pas peut-être pour le petit cercle des gouvernants de quelques Etats arabes, d'Israël lui-même, pour les dirigeants de l'Union soviétique et des Etats-Unis, encore que le doute ait régné jusqu'à quelques heures de l'ouverture de la guerre sur les intentions des gouvernements de l'Egypte et de la Syrie. En fait, on s'était habitué à vivre avec ce problème non résolu, dans cet état de fièvre et de tension permanentes. Certains observateurs pouvaient bien signaler la progressive érosion de la position diplomatique d'Israël et la détermination croissante des pays arabes de se servir, si nécessaire, de l'arme politique que leur donnait le pétrole. L'opinion publique mondiale n'y prêtait guère attention, préoccupée qu'elle était par les problèmes de la vie quotidienne, les problèmes de politique intérieure. Il est impossible d'ailleurs de faire la moindre prévision à court terme; et dans ce cas précis personne n'était en mesure de dire si, quand et comment on passerait de la confrontation diplomatique à la guerre.

La surprise n'est pas venue seulement du choix du moment, mais plus encore de la dimension de l'opération. Israël avait sous-estimé la détermina-

tion de ses adversaires, leur capacité militaire, la qualité de leur armement. On a découvert alors que l'image qu'avec quelque complaisance on s'était faite des Arabes ne correspondait plus à la réalité.

D'emblée, il est apparu que le conflit n'était pas localisable. Aux pays appartenant au champ de bataille, Egypte, Syrie, Jordanie, se sont très rapidement associés, dans les jours qui ont suivi, la quasi-totalité des Etats arabes, appuyés non seulement par les pays socialistes mais par une forte proportion des Etats du Tiers Monde. L'intransigeance des protagonistes et la division du monde ont paralysé l'ONU, contraignant du même coup les deux grandes puissances à s'engager dans un appui indirect à leurs alliés, ce qui les conduisait elles-mêmes à l'affrontement direct.

Arrivées au seuil d'une guerre mondiale, elles ont, une fois de plus – et heureusement – reculé, ce qui est une nouvelle démonstration du fait que leur puissance nucléaire les accule à une neutralisation réciproque.

On pourrait être tenté de croire que c'est leur décision de mettre un terme au conflit qui a conduit au cessez-le-feu. Mais cette explication ne rend pas compte d'une réalité plus complexe. Car leur neutralisation réciproque ramenait la décision au niveau de l'affrontement des armes conventionnelles. C'est l'évolution du rapport des forces sur le champ de bataille, coïncidant avec la reconnaissance par les deux grandes puissances de leur désir de ne pas s'entre-détruire, qui a rendu possible le cessez-le-feu. Les gouvernements des pays arabes directement engagés, comme l'Egypte et la Syrie, ont dû admettre que la poursuite de la lutte risquait de leur faire perdre, dans la courte durée, les avantages militaires et surtout diplomatiques qu'ils s'étaient assurés par leurs succès initiaux. Et les Israéliens, instruits par l'expérience de 1967, ont cherché à éviter de se laisser emprisonner dans une nouvelle victoire militaire dont la recherche pouvait également les entraîner dans une guerre d'usure au rendement décroissant. C'est donc la modification de la carte de guerre qui a conduit à la décision du Conseil de Sécurité. Pour spectaculaire qu'elle ait été, l'intervention des deux grandes puissances n'a eu d'effet que par le refus de l'escalade, refus qui les conduisait logiquement à une manœuvre de dégagement par laquelle la décision était ramenée au niveau régional.

On arrive ainsi, à travers cet essai rapide de reconstitution d'un engrenage conflictuel, à la constatation que le système politique international n'est pas dominé exclusivement par deux grandes puissances nucléaires, mais que son fonctionnement dépend du comportement d'une multiplicité d'acteurs dont l'influence est fonction du poids militaire, économique, politique et moral qu'ils sont en mesure d'appliquer à un moment donné à leur niveau de décision. Egyptiens et Syriens se sont procuré les moyens de prendre l'offensive pour créer un fait politique qui contraignait les autres protago-

nistes du système à prendre position. La capacité démontrée par Israël de résister victorieusement à cette action militaire en a créé un autre. Une défaite militaire aurait, en effet, signifié la fin de l'Etat d'Israël.

Le révélateur

Voyons maintenant ce que nous révèle ce conflit.

Il nous révèle tout d'abord les progrès réels que les Arabes ont accomplis sur la route de l'unité. Le fait que des Etats comme le Maroc, la Tunisie, l'Arabie saoudite se soient engagés dans la lutte armée aux côtés de l'Egypte, de la Syrie et de la Jordanie est significatif. En fait, c'est l'ensemble du monde arabe qui a pris position dans une action collective au service de laquelle il a mis progressivement tous les moyens. Or, ces moyens ne sont pas négligeables: c'est, d'une part, le capital considérable qu'ont accumulé les gouvernants des pays producteurs de pétrole, capital qui peut être utilisé d'une part pour le financement de la guerre et, d'autre part, pour des interventions visant à désorganiser le mouvement des capitaux entre pays avancés¹. C'est, d'autre part, le pétrole même dont on réduit la production et l'exportation et dont on augmente le prix de manière à accélérer la crise énergétique dont les Etats industrialisés commençaient déjà à sentir les effets. Le conflit du Moyen Orient a confirmé et renforcé même – pour le moment – la cohésion des pays producteurs de pétrole face aux pays consommateurs – toujours divisés.

Dans cette bataille, les pays arabes disposent de l'appui de la plupart des pays «non alignés», c'est-à-dire d'une forte proportion des pays du Tiers Monde, dont la cohésion n'a cessé de se renforcer au cours de ces dernières années face aux pays industrialisés qui sont à la recherche d'une politique commune.

Ce regroupement, contre un adversaire commun, de pays qui se sentent encore dépendants et soumis à l'exploitation par les pays avancés ne supprime certes pas les tensions internes des sociétés politiques qui appartiennent au Tiers Monde, pas plus qu'il n'efface les rivalités nationales. Mais il permet, dans une certaine mesure, de les transcender, de les ramener au rang des contradictions secondaires par rapport à la contradiction principale opposant pays «capitalistes» et pays «dépendants». Il aboutit, dans la crise du Moyen Orient, à un isolement diplomatique d'Israël qui compense le rapport inégal des moyens militaires.

Cette crise permet aussi de vérifier la cohérence de la politique étrangère de la Chine: révolutionnaire sur le plan stratégique et prudente sur le plan tactique. La Chine ne s'est pas opposée à un «cessez-le-feu» au mo-

ment où celui-ci était souhaité par les principaux protagonistes arabes. Mais elle a dénoncé la collusion des grandes puissances, de l'impérialisme et du social-impérialisme, maintenant ainsi l'accent sur ce qu'elle considère comme la contradiction principale et soutenant les pays «dépendants», sans prendre les risques d'un engagement ouvert en leur faveur.

Cette crise a révélé également la vulnérabilité du Japon, géant économique, dépendant pour une écrasante proportion de son importation en pétrole des pays producteurs de pétrole du Moyen Orient. Elle met en évidence, de façon particulièrement crue dans son cas, l'interdépendance entre la capacité de production et la puissance financière, d'une part, et la disparition des ressources énergétiques. Faute d'être assuré de réserves suffisantes et de sources alternatives, le puissant Japon est contraint à une politique d'abstention. L'insuffisance de ses réserves énergétiques le neutralise politiquement ou oriente sa politique.

Quant à l'Europe de l'Occident, la crise a mis à nu, plus encore que celle de 1967, sa faiblesse et ses contradictions internes.

On avait parlé, au cours de cette dernière année, des progrès sensibles qui auraient été effectués dans l'élaboration d'une politique étrangère commune, évoquant en particulier les efforts entrepris par les Neuf pour harmoniser leur politique dans la Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe. On a évoqué plus récemment le mémoire où ils définissaient une «identité» européenne, mémoire qui développe les principes d'une coopération entre les Etats-Unis et la Communauté économique européenne. Ce mémoire, on s'en souviendra peut-être, commençait par affirmer la volonté des Neuf de transformer, avant la fin de cette décennie, le complexe de leurs relations en une «Union européenne». Puis, après avoir rappelé les «valeurs et les aspirations» communes aux Etats-Unis et à l'Europe, les Neuf demandaient aux Etats-Unis (dans le point 7) de reconnaître que la création de la Communauté est un événement de grande importance internationale, qui a renforcé la stabilité de l'Europe, et d'approuver l'intention manifestée par les Neuf d'établir la Communauté comme une «entité distincte» dans les affaires mondiales.

Or, force est bien de constater que la crise du Moyen Orient a pris les Neuf au dépourvu et que non seulement il n'ont pas été en mesure d'élaborer une politique commune, mais qu'ils ont agi en ordre dispersé, veillant les uns et les autres à protéger tout d'abord leurs intérêts, c'est-à-dire à éviter de se compromettre avec l'un ou l'autre camp. Leur attitude générale, qui confirme l'évolution de leur politique étrangère dans ces vingt dernières années, est caractérisée par l'abstention². Les Etats de l'Europe occidentale se sont retirés de la scène mondiale. Bien que certains d'entre eux, comme la France et le Royaume-Uni comptent encore au nombre des grandes

puissances à l'ONU, il n'est plus question d'assumer les risques d'une politique active sur le plan mondial, et même dans la Méditerranée qu'ils considéraient jusqu'à des temps récents comme leur domaine. Leur opinion publique sans doute s'est émue, marquant même des préférences. Mais les gouvernements ont pratiqué une politique de neutralité. C'est qu'en fait ils n'avaient pas les moyens de faire un choix ou d'imposer une solution. M. Jobert l'a rappelé à l'Assemblée nationale, suscitant des réactions d'autant plus vives que ses critiques n'avaient pas de solution alternative à proposer. Et l'embargo décidé par le gouvernement britannique a pu soulever des protestations; il n'a pas provoqué de mouvements d'opinion mettant fondamentalement en cause la décision du gouvernement.

Mais il y a plus encore, et plus grave: les Européens, comme les Japonais, ont été sensibles à la pression qu'exerçaient les pays producteurs de pétrole. Aussitôt les nobles intentions proclamées dans leur mémoire de septembre aux Etats-Unis ont été oubliées. Que disaient-ils? Qu'ils étaient soucieux de voir couvrir les besoins mondiaux en ressources naturelles par un ravitaillement régulier à des conditions économiques satisfaisantes pour chacun. Qu'ils souhaitaient ainsi voir se développer une meilleure coopération entre toutes les parties concernées et qu'ils étaient prêts, pour leur part, à contribuer à toute action engagée à cet effet et visant à assurer un fonctionnement normal des marchés mondiaux en ce qui concerne les ressources naturelles.

Confrontés avec la menace d'une crise énergétique, les Etats européens ont commencé par vérifier l'importance relative de leurs stocks nationaux, n'hésitant pas, dans certains cas, à restreindre ou à bloquer les exportations, et cela sans tenir compte des obligations contractées à l'égard de leurs partenaires de la Communauté. Quant à l'allié américain, directement visé par la décision des pays arabes producteurs de pétrole et qui importe du pétrole raffiné en Europe, il a dû enregistrer ce qu'il a considéré comme un manquement à la solidarité atlantique.

L'Europe ne s'est pas seulement réfugiée dans l'abstention, elle s'est laissée acculer à la défensive. Tout en se félicitant de voir les Etats-Unis prendre le risque de soutenir l'effort de guerre israélien en tenant tête aux pressions arabes et à son interlocuteur soviétique, elle s'est gardée, à l'exception des Pays-Bas, de tout geste qui aurait pu la couper de son ravitaillement en pétrole, en refusant même, comme les Etats-Unis le reprochent au gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, de mettre des bases aériennes à disposition pour le pont aérien organisé par les Etats-Unis.

Cette crise ainsi révèle non pas seulement la vulnérabilité économique des sociétés industrielles européennes, soucieuses avant tout de défendre leur niveau de vie. Elle démontre également la fragilité de l'édifice politique que

les Etats européens désirent construire, et les contradictions internes de la Communauté atlantique. Si les Européens se prétendent unis par la conscience d'une communauté de culture et d'intérêts, ils sont loin d'avoir la volonté d'assumer les sacrifices qu'impliquent l'élaboration et la conduite d'une politique commune. Les sociétés européennes sont trop accaparées par les problèmes posés par la révolution industrielle permanente qui les secoue pour que se dégage une volonté générale sur laquelle les gouvernements pourraient fonder une politique extérieure cohérente. Le souci de protéger les intérêts individuels empêche la prise de conscience du renversement du rapport des forces qui s'opère sur le plan mondial et qui, progressivement, place les pays industrialisés de l'Europe dans une situation de dépendance. On peut bien, en s'appuyant sur la comparaison des PNB, souligner qu'un fossé se creuse entre pays avancés et pays en voie de développement. Mais cette comparaison, dont on tire des conclusions pessimistes ou optimistes selon l'angle sous lequel on se place, masque une constatation beaucoup plus inquiétante: celle de la vulnérabilité des sociétés avancées du fait même de leur préoccupation accaparante – et politiquement lourde de conséquences dans la longue durée – de la défense de leur niveau de vie. Ce que cette crise révèle, c'est précisément la nullité d'une politique inspirée par cette préoccupation exclusive du maintien ou de l'amélioration du niveau de vie: car les pays du Tiers Monde détiennent déjà, par leur contrôle des matières et des sources énergétiques, les moyens d'accroître le prix à payer pour vivre mieux en Occident. Pour ne prendre qu'un exemple, la hausse du prix du pétrole met en question la réalisation du plan Heath de stabilisation. L'inflation n'est pas seulement importée par des voisins occidentaux. Elle résulte de la convergence de la poussée générale dans les pays développés et dans les pays sous-développés vers l'amélioration des conditions de vie.

Est-ce à dire que la société américaine soit moins vulnérable? Oui, sans aucun doute. Les Etats-Unis, on doit toujours le rappeler, sont un continent dont les ressources naturelles, dont le potentiel industriel sont non pas forcément plus considérables, mais surtout politiquement plus disponibles que ceux de l'Europe des Etats. L'Amérique est, elle aussi, préoccupée par les problèmes internes; elle est même engagée dans la bataille qui oppose le chef de l'exécutif au Congrès et à une majorité de l'opinion. Il est certain que c'est sur des problèmes internes que l'attention du peuple américain est tout d'abord concentrée. Disons même qu'au moment où la guerre a éclaté dans le Moyen Orient, l'opinion publique était plus préoccupée par la démission du vice-Président Agnew que par les combats qui se déroulaient dans le Golan et dans le Sinaï. Mais il n'empêche que le même Congrès, qui se dresse contre Richard Nixon et qui entend rétablir un contrôle démocratique sur l'Exécutif a, comme l'opinion tout entière, donné son

appui au Président des Etats-Unis qui s'engageait dans une confrontation directe avec l'Union soviétique.

En fait, la crise qui secoue les Etats-Unis aujourd'hui est politique. Quelle virulente que soit la critique sociale, elle ne met pas ou plus en question, comme ce fut le cas il y a quelques années, le système de vie américain. L'échec de la campagne Mc Govern a entraîné la disparition de quelques illusions et l'affaiblissement d'un certain romantisme en politique. La guerre du Vietnam n'a pas eu les séquelles, politiques et sociales, qu'on avait observées en France après 1954. On a repris confiance dans la santé du peuple américain et dans la valeur des institutions qu'il s'est données. On considère que l'opération de nettoyage commencée par quelques journalistes en est une preuve supplémentaire.

Ce serait une erreur, par conséquent, d'attribuer la fermeté du gouvernement américain dans la crise du Moyen Orient à l'influence prépondérante des milieux juifs. Cette fermeté est bien plutôt l'expression d'une volonté de tenir les engagements pris, de poursuivre une politique cohérente, l'expression aussi de la confiance qu'on a dans la puissance des Etats-Unis, d'une puissance qui a pu se permettre de remettre à plus tard l'évaluation des conséquences de la perte de 6% de ses ressources énergétiques que représentait le boycottage arabe. Peut-être cette confiance est-elle excessive. Mais elle n'en doit pas moins être considérée comme un facteur déterminant du comportement américain.

La conduite de l'Union soviétique est moins transparente. Mais elle n'en paraît pas moins conforme à la ligne générale de la politique extérieure soviétique et aux méthodes de sa diplomatie. L'Union soviétique a soutenu ses alliés, les a encouragés même. N'avait-elle pas maintenu – comme les Etats-Unis d'ailleurs – sa position sur ce point dans le communiqué conjoint concluant la rencontre entre Nixon–Brejnev et publié le 24 juin 1973³.

Il ne fait guère de doute, à en juger par la qualité de l'armement mis à disposition de l'Egypte et de la Syrie et par l'ouverture immédiate d'un pont aérien que l'Union soviétique a fait tout son possible pour gagner cette bataille. Mais dès l'instant qu'elle a mesuré la capacité de récupération d'Israël et la détermination des Etats-Unis, elle est revenue à une stratégie de prudence: non pas seulement parce qu'elle ne voulait pas d'un affrontement nucléaire, mais aussi parce que cette crise en durant, en s'élargissant, en se durcissant, mettait en question une politique de coopération économique avec les Etats-Unis qui est dans son intérêt. Une opération brève, obtenant des résultats immédiats et contraignant rapidement Israël à s'incliner était compatible avec une politique de «détente». Dès l'instant que le prix à payer s'élevait, il valait mieux alléger la pression, quitte à la ren-

forcer par la suite. Ici encore, nous retrouvons comme facteur de la décision des grands la capacité de résistance des petits Etats.

Reste maintenant à considérer l'ONU. Ce qui frappe, au premier abord, c'est son impuissance. Le Conseil de Sécurité se réunit, s'ajourne, se réunit à nouveau et ne parvient à conclure que lorsque les deux grands se sont mis d'accord. Mais cette présentation des faits est partiellement exacte. Il est vrai que la division du monde en camps opposés paralyse l'organisation des Nations Unies. Il est vrai que le Conseil de Sécurité engage les débats dans un climat passionnel qui rend impossible l'établissement des faits: les rapports d'observateurs d'ailleurs trop dispersés sur un front trop vaste ne pèsent pas devant les explications données par le représentant des parties au conflit. Il est vrai que l'isolement diplomatique dans lequel Israël a été progressivement placé le classe immédiatement au banc des accusés.

Mais cette impossibilité dans laquelle l'ONU se trouve d'agir ne peut être imputée au Secrétariat. Ce sont les Etats membres qui condamnent l'institution à l'impuissance. Et c'est ici que les Etats européens, et en particulier la France et le Royaume Uni se sont vu reprocher leur passivité. Ils ne couraient pas de grands risques à insister pour que le Conseil de Sécurité siège sinon en permanence du moins à intervalles très proches. De même aurait-on pu imaginer qu'une action vigoureuse visant à rappeler les responsabilités de l'ONU n'aurait pas été inutile. L'Europe pourrait jouer à l'ONU un rôle plus constructif sans qu'il lui en coûte plus qu'un effort d'imagination. L'ONU est une tribune dont les Chinois, pour ne citer qu'un exemple, savent se servir.

Mais la crise n'a pas révélé seulement l'impuissance de l'ONU. Elle en a démontré l'utilité et la nécessité même car c'est vers elle qu'il a bien fallu se tourner pour donner «force de loi» à l'accord qui s'établissait entre les deux grandes puissances. Et c'est à elle également qu'est confiée la tâche très difficile d'assurer le respect du cessez-le-feu. Ce qui lui manque toujours et qu'il s'agirait de mettre en place maintenant, c'est un état-major «intégré», placé sous la responsabilité d'un homme respecté pour son objectivité, son autorité et son sens de l'efficacité⁴. Sinon les casques bleus risquent d'être éparpillés dans le terrain au gré des compromis politico-militaires.

Le nouveau rapport des forces politiques

Quelles conclusions tirer de cette brève analyse de la crise du Moyen Orient?

Voyons tout d'abord quelle est la situation politique au lendemain du cessez-le-feu au Moyen Orient. Nous constatons que l'arrêt des hostilités n'est

pas accompagné d'un règlement politique et que l'ambiguïté plane sur le principe même d'un règlement. Qu'entend-on par frontière sûre? Quiconque est allé au Golan, à Charm El Scheik, au pont Allenby sait que dans un environnement hostile, Israël ne peut que chercher à se maintenir sur les lignes de 1967. En fait le conflit actuel a renforcé le nombre et la détermination des partisans de la sécurité par la constitution de «marches».

Autre ambiguïté, celle qui a trait aux droits des Palestiniens. S'agit-il de reconstituer un Etat palestinien en lieu et place de l'Etat d'Israël comme le réclament les membres de la résistance palestinienne? Cette exigence est incompatible avec la reconnaissance de l'existence d'un Etat d'Israël. Une solution dépassant cette contradiction est indispensable, mais elle reste à définir.

Le problème reste donc entier.

Or, si la carte de guerre est favorable à Israël au moment du cessez-le-feu, le rapport des forces politiques lui est nettement défavorable. Les Arabes ont réussi la manœuvre d'isolement diplomatique compensant ainsi leur échec militaire partiel. Au moment où s'engage la véritable bataille, Israël se trouve dans un état de dramatique dépendance des Etats-Unis, d'un pays qui l'a soutenu sans doute et dont l'appui lui est indispensable. La défaite subie par Israël sur le plan diplomatique entre les deux guerres l'a réduit progressivement à cet état de dépendance, qui place d'ailleurs le gouvernement américain dans une situation délicate car il lui est impossible de ne pas tenir compte de l'opinion et des vœux de l'écrasante majorité des Etats qui composent le système international. Or, la prise de conscience par les Israéliens de cet état de dépendance peut les conduire – surtout dans la psychose de siège qui se développe – à des réactions extrêmes, compensant le découragement par un durcissement de leurs exigences auxquelles le gouvernement de Washington ne pourrait pas souscrire. Ainsi un jeu de forces est en action qui pourrait éloigner les deux alliés l'un de l'autre, mais aussi, à travers la prise de conscience réciproque des conséquences politiques graves de leur division pour l'un et pour l'autre, les contraindre à lier leur sort. Si l'on admet que des tensions analogues se manifestent au sein du monde arabe et dans les relations entre les Etats arabes et l'URSS, tensions opposant intransigeants et modérés, si l'on observe que chez les Arabes également la guerre a ouvert des perspectives qui stimulent les impatients, on doit reconnaître que le danger d'une nouvelle explosion est réel et que les deux grandes puissances pourraient être prises de nouveau dans un engrenage de violence.

De l'analyse du système politique international, de la répartition et du jeu des forces qui s'affrontent, nous pourrions conclure par la constatation qu'en dépit des apparences les deux grandes puissances nucléaires n'ont pas le

monopole de la décision: leur neutralisation réciproque les contraint à ramener leur confrontation à un niveau subnucléaire, celui de l'affrontement des armes conventionnelles. Elles sont donc obligées de tenir compte de la volonté d'exister de chacun des Etats, de chacune des nations qui composent le système international: elles sont influencées dans leur décision par la répartition des forces politiques qui est fonction d'une manœuvre diplomatique et d'une manœuvre de l'information dont elles n'ont pas le contrôle exclusif.

Ceci nous conduit à nous interroger sur le rapport des forces dans le monde contemporain. Or, une analyse de la crise récente confirme ce qu'une observation plus générale de l'évolution de longue durée nous a déjà révélé, à savoir que le monde arabe, appuyé par le Tiers Monde, est devenu conscient de la force que lui donne la conscience que les pays avancés ont de leur propre vulnérabilité. On commet une erreur en ramenant les relations Nord-Sud à des rapports de fort à faible, d'exploiteur à exploité. La réalité est plus complexe: certains gouvernements de pays en voie de développement ont déjà dépassé cette vision romantique dans laquelle l'Occident se complaît. Ils ont des moyens dont ils entendent se servir. Le pétrole n'est qu'une arme parmi d'autres. Quant à leurs divisions, à leurs rivalités et à leurs divergences de vues sur des problèmes internes – qui sont réelles – elles peuvent être sinon supprimées du moins réduites momentanément par la conscience d'un intérêt commun, conduisant à donner la priorité à la lutte contre l'adversaire qui les menace. Chacun sait bien que les contradictions s'atténuent dans l'offensive tandis qu'elles s'aggravent dans la défensive.

Or, l'Europe est aujourd'hui sur la défensive et cette dernière crise a mis à nu sa faiblesse et son effacement.

Cet effacement a des causes internes: les sociétés européennes se désagrègent, trop préoccupées de leurs seuls problèmes. Il n'y aura de politique de l'Europe ou des Etats européens que dans la mesure où, dans chacune des nations, la démocratie cessera d'être un système d'accaparement ou de co-partage. Car bientôt, et du fait de la modification du rapport des forces sur le plan mondial, les Européens pourraient découvrir qu'ils n'auront plus à se partager que ce que les nouveaux maîtres du monde voudront bien leur laisser.

¹ Même si, selon Paul Fabra, *Le Monde*, 16 octobre 1973, cette observation relèverait de «l'économie fiction», les Etats arabes producteurs ayant été jusqu'ici plutôt les victimes que les responsables du désordre monétaire international, un fait n'en est pas moins certain: que les gouvernements

arabes sont maintenant conscients de déterminer avec leurs avoirs en devises étrangères un moyen de pression politique sur les Etats-Unis et sur les pays européens. – ² Rien de plus caractéristique que le communiqué commun des Neuf du 13 octobre, publié en page 7 du *Monde*, le 16 no-

vembre 1973. – ³Voici le passage du communiqué relatif au Moyen Orient: «The parties expressed their deep concern with the situation in the Middle East and exchanged opinions regarding ways of reaching a Middle East settlement. Each of the parties set forth its position on this problem. Both parties agreed to continue to exert their efforts to promote the quickest possible settlement in the Middle

East. This settlement should be in accordance with the interests of all states in the area, be consistent with their independence and sovereignty and should take into due account the legitimate interests of the Palestinian people.» Cité dans *Survival*, vol. XV, No 5, September/October 1973, p. 247. – ⁴Soulignons cependant que de l'avis général l'intervention de l'ONU a été bien conçue et bien conduite.

MICHAEL FISCHER

Liberalismus zwischen Anarchie und Klassenbewusstsein

*Bemerkungen zu Hegels Reformbill-Schrift*¹

Politische Brisanz

Die Beschäftigung mit der Philosophie eines Klassikers vom Range *Hegels* ist in mehrfacher Hinsicht gerechtfertigt. Dabei gilt aufgrund der Fülle Hegelschen Gedankengutes nicht nur die Einsicht des Goetheschen Theaterdirektors, dass, wer vieles bringt, manchen etwas bringt. Vielmehr ist Hegel ein Bestandteil philosophischer Selbstverständlichkeiten im Rahmen der Beschäftigung mit der Theorie von der Politik. Jedoch, wie sich die Denkbeziehung ergibt, wo das Moment der Anknüpfung liegt, darüber sind die Meinungen kontrovers. Aber auch in diesem Sinne ist Hegel eher ein integrierendes Element gegenwärtiger Auseinandersetzungen, nämlich als Plattform, worauf der Streit der Meinungen ausgetragen wird.

Wesentlich im politischen Kontext des Hegelschen Werkes ist seine letzte veröffentlichte Schrift «*Über die englische Reformbill*» (1831). Erfahrungen und Eindrücke der *französischen Juli-Revolution des Jahres 1830* werden